

Le paradoxe de l'emploi, une croissance économique qui exclut les femmes.

Nous l'avons écrit et commenté à plusieurs reprises : avant la crise du Coronavirus et durant celle-ci, la croissance économique au Maroc, qui a certes le mérite de progresser, n'est pas suffisamment forte et ne parvient pas à corriger les biais du marché de l'emploi.

Comme c'est le cas en général, et dans les sociétés où les économies ne sont pas homogénéisées par le capitalisme en particulier, le marché n'est pas l'inspirateur de la rationalité économique de la société. A l'inverse, le marché est un reflet asymétrique de la société et de sa culture. Quand les mécanismes de la régulation du marché par l'Etat ne sont pas suffisamment efficaces, l'offre et la demande sont biaisées et les prix ne reflètent correctement ni la production, ni la rareté ou l'utilité sociale.

Depuis un quart de siècle, la croissance économique au Maroc est en moyenne de 4 %.

Elle ne parvient pas à atteindre le niveau de 7% pour pouvoir absorber le stock de chômeurs et générer des cycles d'investissement et de productivité susceptibles de placer l'économie sur un sentier de développement inclusif et dans la durée.

Des acquis sont à souligner : le niveau de vie de la population s'améliore, le revenu par habitant a doublé, le taux de pauvreté est descendu au tiers de son seuil de l'année 2000 et les disparités régionales ont régressé.

Selon le rapport Banque mondiale – Haut-Commissariat au plan, « *Paysage de l'emploi au Maroc : recenser les obstacles à un marché de travail inclusif* », publié en 2021, deux groupes essentiels de populations sont marginalisés dans le marché de l'emploi au Maroc : les jeunes et les femmes.

Comme il y a, heureusement pour tout le monde, des jeunes dans la catégorie 'femmes', elles sont doublement pénalisées !

Les femmes sont exclues en grande partie et se retrouvent aussi chez les jeunes de 15 à 24 ans, les fameux NEET correspondant à « *not education, employment or training* ».

La participation des femmes au marché de l'emploi subit un paradoxe souvent sous-estimé ou occulté :

**Alors que sa part dans la population active augmente et son niveau de formation élevé,
son activité effective recensée diminue !**

La part des femmes dans l'enseignement général, dans l'enseignement diplômant et dans les formations qualifiantes augmente. Le nombre de femmes chefs de ménage augmente ; de même que les femmes cadres, responsables politiques et chefs d'entreprises.

Le paradoxe souligné est relatif au taux d'activité des femmes qui décroît là où il devrait augmenter. Naturellement, près de 70% d'entre elles sont recensées dans la catégorie « femmes au foyer », comme si cette catégorie ne constituait pas un emploi qui devrait être valorisé en même temps que la femme !

Seuls 30% de la population active féminine sont occupés formellement ; un taux en régression nette et grave.

C'est que le taux de chômage officiel est biaisé et trompeur. Il recense les actifs qui cherchent du travail et s'inscrivent comme actifs demandeurs d'emplois...A force de ne pas trouver d'emplois, des chômeurs actifs finissent par baisser les bras, renoncent à chercher du travail et deviennent invisibles ou passent dans la trappe des activités informelles et l'émigration clandestine qui, elles, ont un avenir florissant devant elles !

Derrière la boîte de pandore « taux de chômage » se cachent des lectures opposées. Il est clair que la qualité des enseignements n'est pas toujours la plus adaptée ; il est tout aussi clair que la formation n'est pas toujours en adéquation avec les besoins du marché. Mais pourquoi les femmes en sont-elles davantage exclues que les hommes ?

Peut-être faudrait-il rechercher aussi ailleurs les raisons profondes occultées :

- Le taux d'encadrement de l'entreprise reste faible,
- L'investissement privé reste à la traîne malgré les énormes progrès réalisés par les engagements de l'Etat, dans les infrastructures, l'énergie, les institutions de formations et les accords de libre-échange tous azimuts.
- La prédominance des emplois précaires et pénibles sans protection sociale et sans respect du droit du travail,
- Le travail familial, notamment en milieu rural, continue bien à exploiter la femme sans reconnaissance de statut et de revenus,

- Un certain retour en force de la culture discriminatoire qui exclut la femme au nom des traditions revisitées par un islamisme rampant importé, brutal, ignorant et machiste.

Driss KHROUZ, le 18 avril 2022.